



Rencontre AACC Club Épargne 6 et 8 décembre 2023

A l'École Hôtelière Vatel
et en Visio conférence



Le réchauffement du climat et les adaptations pour y faire face



Accroissement à un rythme sans précédent du réchauffement planétaire

- Accroissement rapide du réchauffement de plus de 0,2% par décennie.
- Il atteint 1,14°C en moyenne pour la décennie 2013-2022 et 1,26°C en 2022 depuis l'ère préindustrielle.



Accroissement à un rythme sans précédent du réchauffement planétaire (suite)

- Au rythme actuel du réchauffement la limite de $1,5^{\circ}\text{C}$ serait atteinte au début des années 2030.
- Les engagements des pays mènent à un réchauffement de $2,5^{\circ}\text{C}$ à la fin du siècle.



Accroissement à un rythme sans précédent du réchauffement planétaire (suite)

- Un été 2023 marqué par des événements extrêmes, fortes chaleurs aux USA, incendies historiques au Canada, températures record en France, incendies en Grèce.
- Selon l'institut Copernicus les mois de l'été 2023 les plus chauds de l'histoire avec une température moyenne du globe de 16,77°C.



2022 Année la plus chaude jamais enregistrée en France

- Température de 14,5°C à l'échelle nationale en 2022 soit +0,4°C sur le record 2020.
- 33 jours de canicule durant l'été le 2^{ème} plus chaud après 2003.
- 3 autres épisodes de fortes chaleurs, précoces ou tardifs - mai, octobre et fin décembre.



2022 Année la plus chaude jamais enregistrée en France (suite)

- Année la plus sèche après 1989, déficit pluviométrique de 25% par rapport à 1991-2020.
- Feux de forêts en Gironde, Bretagne, Normandie, canicules océaniques, orages violents en Corse.
- Réchauffement anthropique de 1,7°C en France par rapport à l'ère préindustrielle.



En 2023 les anomalies de température se multiplient en France

- Septembre le plus chaud jamais enregistré. 20^{ème} mois consécutif au-dessus des normales saisonnières, avec température moyenne de 21,5°C.
- Entre les 17 et 24 août, la France a traversé sa canicule la plus intense après un 15 août.
- Le réchauffement augmente l'intensité et la fréquence des canicules.



La forêt française, un puits de carbone en péril

- La capacité de stockage du CO₂ par l'écosystème forestier a été divisé par 2 en 10 ans.
- En 2021 la forêt a absorbé 32,1 Mteq CO₂ soit 7,5% des émissions nationales (57,7 il y a 10 ans).
- 3 raisons à cette baisse :
 - chute de la croissance des arbres,
 - augmentation de la mortalité,
 - augmentation de la récolte.



Évolution des émissions de CO₂

- Les émissions mondiales de gaz à effet de serre continuent de croître au lieu de baisser.
- Nouveau record des émissions mondiales en 2021 avec 55 milliards de tonnes de CO₂.
- Parallèlement diminution du refroidissement venant des aérosols.
- Le budget carbone résiduel pour respecter la limite de réchauffement de 1,5°C se réduit, 250 milliards de tonnes de CO₂ contre 500 en 2021.



Évolution des émissions de CO2 (suite)

- En France les émissions de gaz à effet de serre ont baissé de 4,7% au 1^{er} semestre 2023.
- La baisse accélère, elle était de 2,7% en 2022.
- Baisse encore insuffisante pour atteindre l'objectif visé de -55% des émissions en 2030
- 3 secteurs ont fortement contribué à ce résultat l'industrie -10%, la production d'énergie -8%, le bâtiment - 7%.



Évolution des émissions de CO2 (suite)

- Grâce au redémarrage des centrales nucléaires la production nucléaire a augmenté de 2,6% et celle des centrales thermiques a baissé de 17%.
- Pour atteindre la première marche de 2030 la France doit passer 408 Mteq CO2 en 2022 à 270 Mteq CO2 en 2030.



Évolution des émissions de CO2 (suite)

- Évolution des émissions annuelles de gaz à effet de serre en France :

Moyenne 2015-2022 -1,7%

2017 +0,6%, 2018 -4%, 2019 -2,1%,

2020 -9%, 2021 +5,7%, 2022 -2,7%

- Répartition par secteurs des émissions 2022 en %
Transport 32 Agriculture 19 Industrie 18,
Bâtiment 16 Énergie 11 Déchets 4



Les projets d'Énergies renouvelables augmentent dans le monde

- Selon l'AIE le montant des programmes liés au solaire, éolien et aux véhicules électriques augmentera de 24% en 2023 sur 2021.
- Les investissements en énergie bas carbone sont estimés à 1 700 milliards de \$ en 2023.
- Les dépenses dans les combustibles fossiles restent élevées en 2023 à 1 000 milliards.



Les projets d'Énergies renouvelables augmentent dans le monde (suite)

- Depuis 2 ans l'écart entre énergie propre et fossile se creuse, le ratio est de 1,7 contre 1 il y a 5 ans.
- La demande en énergie fossile doit baisser de 25% d'ici à 2030.
- Le développement spectaculaire des énergies propres laisse encore espérer la réalisation de l'accord de Paris.



Le plan de planification écologique de la France

- Suite à un Conseil de la planification écologique présentation le 25 septembre par le chef de l'Etat du plan français.
- Ni une écologie du déni ni une écologie de la cure.
- Les mesures :
 - ✓ automobile (bonus écologique si respect de critères environnementaux, localisation de 4 usines de batterie sur le territoire),
 - ✓ création d'une filière tricolore de production de pompes à chaleur,



Le plan de planification écologique de la France (suite)

- ✓ lancement d'un inventaire des ressources minières du sous-sol,
- ✓ conversion en centrales biomasses des 2 centrales à charbon,
- ✓ lancement de 13 chantiers de RER métropolitain.
- Sujets non abordés : limitation de la vitesse sur les autoroutes, consommation de la viande, usage de l'avion.
- Dispositif Maprimrenov passe de 2,4 milliards d'euros à 4 milliards d'euros



Le plan de planification écologique de la France (suite)

- Leasing de 100 € par mois pour accès à une voiture électrique lancé à l'automne .
- Rien n'a été dit sur les efforts de décarbonation de l'agriculture, 2^{ème} plus grand émetteur après le transport.



Les scénarios de RTE pour décarboner la France

- Fin 2021 RTE publiait plusieurs scénarios pour atteindre la neutralité carbone en 2050.
- Nouvelles prévisions pour la période 2023-2035.
- Croissance rapide confirmée de la consommation d'électricité pour atteindre 615 Twh en 2035 contre 460 Twh en 2022.
- Forte électrification du secteur des transports avec 18 millions de véhicules électriques en 2035.



Les scénarios de RTE pour décarboner la France (suite)

- Besoin d'activer dès à présent et simultanément 4 leviers :
 - ✓ efficacité et sobriété pour maîtriser la demande,
 - ✓ développement massif des renouvelables,
 - ✓ maximisation de la disponibilité du parc nucléaire.
- Renouvelables : atteindre en 2035 une production minimale de 270 Twh contre 120 Twh actuellement.
- Accélération pour le solaire pour une capacité de 65 Gw en 2035 contre 16 Gw actuellement



Les scénarios de RTE pour décarboner la France (suite)

- Le scénario de référence permettrait d'éviter 1,5 milliards de tonne de CO₂ soit 3,5 fois les émissions annuelles de la France.
- Il en résulterait une baisse des importations d'hydrocarbures de l'ordre de 190 milliards € entre 2023 et 2035.
- Dans le scénario favorable, le coût du Mwh oscillerait entre 65 € et 85 € en 2035 pour 60 € et 65 € en 2019.



Incidences économiques de l'action pour le climat

- Rapport de mai 2023 de Jean Pisani-Ferry et de Selma Mahfouz.
- Nécessité de faire en 10 ans ce qui a été fait difficilement en 30 ans.
- Coût faramineux de l'adaptation aux objectifs environnementaux, de 250 à 300 milliards € de dettes supplémentaires en 2030
- Jusqu'à 34 milliards € d'investissement public en plus par an 2030 et 67 milliards € avec le privé.



Incidences économiques de l'action pour le climat (suite)

- Préconisation : impôt temporaire sur le patrimoine financier des 10% des Français les plus aisés à hauteur de 5 milliards par an.
- La transition climatique va représenter un choc économique négatif mais la décroissance n'est pas une solution.
- La sobriété des consommateurs est nécessaire.
- La transition doit être pilotée par les politiques publiques non par les marchés et les innovations .



Incidences économiques de l'action pour le climat (suite)

- Pour les classes moyennes la rénovation du logement, le changement de chauffage et l'achat d'un véhicule électrique représentent 1 an de revenu.
- Nécessité de mesures d'équité.



Situation économique et financière



Croissance

- Après un début d'année assez vigoureux la croissance du PIB mondial faiblit : 3,0% en 2023 et 2,7% en 2024 (prévisions OCDE).
- Chine, croissance plutôt modérée 5,1% en 2023 et 4,6% en 2024.
- Forte progression du PIB américain au 3^{ème} trimestre de 4,9% en rythme annuel.
- Zone Euro : recul du PIB de 0,1% au 3^{ème} trimestre et prévisions de croissance 1% en 2023 et 1,3% en 2024.



Croissance (suite)

- Allemagne : baisse du PIB de 0,1% au 3^{ème} trimestre et - 0,4% sur l'ensemble de l'année 2023.
- Selon l'INSEE le PIB en France a diminué de 0,1% au 3^{ème} trimestre après +0,6% au 2^{ème} trimestre. Sur l'année 2023 la croissance devrait être de 0,9% même prévision pour la BdF. En 2024 la BdF prévoit aussi une croissance de 0,9%.



Inflation

- Inflation encore forte en 2023 mais en recul :
USA 3,7%, Zone Euro 2,4%, France 3,4% (*données septembre et novembre*)
- Inflation en France 6,2% en octobre 2022.
- En France la baisse de l'inflation en octobre (4%) par rapport à septembre (4,9%) s'explique par le ralentissement de la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation. Légère progression de l'inflation dans les services.



Inflation (suite)

- La BdF prévoit une inflation de 2,2% fin 2024, proche de l'objectif de la BCE de 2%, si accalmie des prix des matières premières.
- Mais des mécanismes poussent à une inflation plus forte : relocalisation industrielle en zone euro, vieillissement démographique, recul de la productivité du travail, prix à la hausse de l'énergie.....



Politiques monétaires

- La FED a augmenté ses taux de 0,25% (nouvelle fourchette de 5,25% et 5,50%) en juillet, la 11^{ème} hausse depuis mars 2022. Aucun ajustement lors des réunions de septembre et novembre. Les taux réels sont devenus positifs.
- La BCE a augmenté ses taux de 0,25% en septembre, 4% pour les dépôts, 4,50% et 4,75% pour les crédits. 10^{ème} augmentation depuis juin 2022. Pause lors de la réunion d'octobre

Politiques monétaires (suite)

- Depuis mars 2023 la BCE réduit son portefeuille d'obligations, 5 000 milliards €, de 15 milliards € par mois puis de 25 milliards € à partir de juin.



Les marchés financiers

- Hausse des marchés actions depuis le début de l'année : Dow Jones +6,6% Nasdaq +36,4% Cac 40 +12%.
- Marché américain proche du plus haut de l'année. Un marché français volatil et en progression.
- Taux des emprunts des États à 10 ans, USA 4,47%, France 3,06%, Allemagne 2,55%.
- Remontée du Bitcoin.
(indices au 28 novembre)



Le marché du travail

- INSEE : l'emploi salarié privé quasi stable sur les 2^{ème} et 3^{ème} trimestre (soit +0,1% et -0,1%).
- Création de 12 200 d'emplois privés au 2^{ème} trimestre et destruction de 17 700 au 3^{ème}. Sur un an 138 800 de créations nettes. Progression de l'emploi industriel + 28 300 sur un an.
- Le taux de chômage a augmenté de 0,2 point au 3^{ème} trimestre et atteint 7,4%.
- DARES : au 3^{ème} trimestre hausse de 0,6% des chômeurs en catégorie A et +0,2% au total.



Le marché du travail (suite)

- OFCE : avec l'augmentation des défaillances d'entreprises le taux de chômage passerait de 7,2%.
- Actuellement à 7,9% à la fin 2024.

Projet de loi de finances 2024

Loi de finances 2024

* prévision	2020	2021	2022	2023*	2024*
Croissance (% PIB)	-7,8	6,8	2,5	1,0	1,4
Déficit public (% PIB)	-9,0	-6,5	-4,8	-4,9	-4,4
Taux prélèvements obligatoires (% PIB)	44,3	44,3	45,4	44,0	44,1
Taux dépenses publiques (% PIB)	61,3	59,1	57,7	55,9	53,3
Dette publique (%PIB)	114,6	112,9	111,8	109,7	109,7
Inflation (%) hors tabac	0,2	1,6	5,3	4,8	2,5



Loi de finances 2024

* prévision	2020	2021	2022	2023*	2024*
Croissance en volume de la dépense publique	6,6	2,6	-1,1	-1,3	+0,5
Croissance en volume de la dépense publique hors mesures d'urgence	1,2				
Balance commerciale en Mds €	-65	-85	-163	-105	-95
Charge de la dette en Mds €	36,2	36,8	51,4	51,7	52,2
Evolution des effectifs de la fonction publique de l'Etat	+6630	-157	+207	+10764	+8273

Loi de finances 2024

Solde général du budget de l'État

En Mds €	2021	2022	PLF 2023	Révisé 2023	PLF 2024
Dépenses nettes	488,5	505,4	520,6	524,4	511,6
Recettes nettes	317,0	347,2	359,1	358,0	372,1
Comptes spéciaux	0,8	6,7	-3,5	-5,7	-4,9
Solde général	-170,7	-151,4	-164,9	-172,1	-144,5



Loi de finances 2024 éléments importants

- Amorce d'un timide redressement des comptes publics.
- L'essentiel des économies de dépenses provient de la fin des aides temporaires pour amortir la hausse des prix de l'énergie.
- Augmentation de 7 Mds € d'investissements publics pour verdir la France.



Loi de finances 2024 éléments importants

- Peu d'économies structurelles reportées à 2025.
- Stabilité fiscale mais poursuite de la baisse de la CVAE pour les entreprises -1Mds € et taxation des concessions autoroutières et des aéroports +0,6 Mds €.
- Emission record d'obligations 285 Mds € pour financer la dette.



Loi de finances 2024 éléments importants

- Les dépenses publiques hors mesures exceptionnelles vont augmenter de 2,2%.
- Accroissement des effectifs de l'État de 8 273 personnes.
- Réduction du déficit à 4,4% en 2024 contre 4,9% en 2023.



Sécurité Sociale : Budget 2024 Accroissement des déficits

- Déficit ramené à 8,8 Mds € en 2023 contre 19,7 Mds € en 2022 et 24,3 Mds € en 2021.
- Taux de croissance en 2024 de l'ONDAM hors dépenses liées à la crise : 3,2%.
- Le déficit de la Sécurité Sociale se creuserait en 2024 à 11,2 Mds et les années après 17,5 Mds en 2027.
- Détérioration de la branche vieillesse. Déficit de 5,9 Mds en 2024 et 14 Mds en 2027.

Point divers



Les impôts des ultrariches

- Étude en juin 2023 de l'Institut des politiques publiques IPP.
- Sur les données 2016, construction d'un revenu économique en ajoutant au revenu fiscal principalement le bénéfice non distribué des entreprises détenues à plus de 10%
- Revenu économique total, 1 278 milliards €, pour un revenu fiscal de 1 000 milliards € soit +28%



Les impôts des ultra-riches (suite)

- Les 50% des foyers les plus riches ont un revenu fiscal moyen de 43 100 € et un revenu économique moyen de 56 400 €. Pour les 1% les plus riches, montants respectifs 265 000 € et 580 000 €. Pour les 0,1% les plus riches (37 800 foyers) 895 000 € et 3,4 millions €. Pour les 0,01% (3 780 foyers) 3,4 millions € et 23,5 millions €.
- Avec cette grille de lecture, la progressivité de l'impôt est confirmée pour 99,9% des foyers jusqu'à un revenu économique de 600 000 €.



Les impôts des ultra-riches (suite)

- Le taux effectif d'imposition des revenus économiques pour les 0,1% des plus fortunés passe de 46% à l'entrée de cette population à 26% pour les 75 foyers du sommet. Si le barème des impôts personnels était appliqué à ces 75 foyers le taux d'imposition passerait à 59%.



Ouverture de la discussion